

# CONFERENCE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

## L'enseignement supérieur au XXI<sup>e</sup> siècle

### Vision et actions

UNESCO, Paris, 5 – 9 octobre 1998

## VOLUME V – PLENIERE

### Burkina Faso

Note1: Afin de satisfaire aux normes de publication de l'UNESCO, certains textes ont dû être corrigés.

Note2: Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans leurs documents ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Burkina Faso

---

**Allocution de S.E.M. Christophe Dabire  
Ministre des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,  
Distingués chefs de délégations,  
Mesdames et Messieurs.

Mon pays, le Burkina Faso, est particulièrement heureux de participer à cette conférence dont l'importance est indéniable, en particulier pour nous, pays en développement.

Monsieur le Président,

Le choix porté sur votre auguste personne pour présider nos travaux nous réjouit particulièrement du fait de votre très grande expérience dans ce domaine ; expérience que plusieurs d'entre nous avons souvent appréciée lors de nos différentes rencontres africaines. Nous vous en félicitons !

Nous tenons à féliciter également le Directeur général et ses collaborateurs pour tous les efforts qu'ils ont déployés pour l'organisation de cette rencontre.

Mesdames et Messieurs,

A l'orée du troisième millénaire, la communauté internationale se devait de réfléchir au devenir de l'enseignement supérieur, afin de dégager les voies et moyens qui en feront l'instrument de développement et de paix dont nous rêvons tous.

C'est pourquoi, nous saluons ici la présence de si éminentes personnalités dont le dénominateur commun est leur engagement pour l'affirmation et la consolidation de l'enseignement supérieur dans le monde.

Si réfléchir au devenir de l'enseignement supérieur au 21<sup>ème</sup> siècle est une nécessité pour la communauté internationale, pour les pays en développement, il s'agit d'un impératif majeur.

En effet, il n'est nullement besoin de montrer que devant l'éclosion de la vie moderne, tous les jeunes de nos pays aspirent à une meilleure situation économique et sociale, différente de celle de leurs parents.

D'où cette irrésistible soif de s'instruire, cette ruée vers l'enseignement supérieur qui, à leurs yeux, constitue la meilleure voie pour les aider à choisir leur avenir et le préparer.

De leur côté, les dirigeants de nos pays voient dans l'enseignement supérieur le creuset d'où surgiront les solutions nouvelles au problème crucial du sous-développement auquel ils sont confrontés.

En ce qui nous concerne au Burkina, nous demeurons convaincus que l'enseignement supérieur constitue un «instrument puissant de la marche vers l'égalité et un moteur indéniable du changement».

En effet, la qualité des autres niveaux d'enseignement étant fortement tributaire de l'enseignement supérieur, on ne peut envisager un développement harmonieux des autres cycles de l'éducation et de la formation sans le concours de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, c'est au niveau de l'enseignement supérieur que se développe la recherche scientifique, les nouvelles connaissances et découvertes technologiques.

Ainsi, pour les pays en développement où la maîtrise des nouvelles technologies est encore balbutiante, l'enseignement supérieur reste un passage obligé.

Mesdames et Messieurs,

Le développement de l'enseignement supérieur constitue, pour le gouvernement de mon pays, une préoccupation majeure et actuelle.

Cependant, devant les faibles moyens dont nous disposons et malgré les efforts remarquables que nous consentons, notre système d'enseignement supérieur demeure confronté à de multiples difficultés dont je ne citerai que quelques-unes :

- à l'heure actuelle, seul 1 % de notre population scolarisable accède à l'enseignement supérieur. Il n'est donc pas étonnant de voir nos jeunes se bousculer tout le temps aux portes de nos universités ;
- il va s'en dire que c'est l'insuffisance des infrastructures, des équipements et du personnel d'encadrement qui en est la principale cause.

C'est pour cela qu'il nous est difficile de comprendre que certains de nos partenaires continuent à privilégier, exclusivement ou presque, l'enseignement de base au détriment des autres ordres d'enseignement notamment l'enseignement supérieur. Notre conviction est que sans un soutien conséquent à l'ensemble du système éducatif, il est difficile au gouvernement de nos pays de prétendre assurer l'égalité des chances dans l'éducation.

C'est aussi pour cela que nous appelons de tous nos vœux le développement de l'enseignement supérieur privé dans notre pays.

Dans le même ordre d'idées, la coopération internationale, régionale et sous-régionale nous est indispensable. Nous souhaitons une coopération «qui donnerait à chaque peuple l'occasion de s'épanouir sans appauvrir les autres, mais en les enrichissant au contraire de ses succès».

Un autre aspect dont nous sommes conscients et qui mérite également l'attention de toute la communauté internationale est le fait que parmi ces nombreux jeunes qui se bousculent aux portes de nos universités, très peu d'entre eux sont du sexe féminin.

En effet, nos statistiques actuelles font ressortir que seuls 25 % des étudiants sont des filles.

Cette situation constitue actuellement l'une des préoccupations majeures de notre gouvernement.

Le Chef de l'Etat, S.E.M. Blaise Compaore qui suit particulièrement le problème de l'éducation de la femme et de la jeune fille a tenu à exprimer son inquiétude sur cette question dans un récent ouvrage qu'il a publié sous le titre : «Les voies de l'Espérance». Je le cite : «les femmes prisonnières des coutumes et des traditions du fait de leur analphabétisme ne transmettent pas le savoir ... Nous devons mettre l'accent sur le droit légitime des femmes et des filles à l'éducation. C'est un principe de démocratie... Le rôle des femmes est devenu si crucial pour notre développement qu'il faut agir vite». Fin de citation.

C'est pour dire que l'on ne saurait tolérer davantage cette inégalité dans un pays où plus de 51 % de la population est féminine.

D'ailleurs, c'est cette préoccupation qui a conduit mon gouvernement à convoquer en 1993, en coopération avec l'UNESCO, un séminaire régional sur la scolarisation des filles en Afrique et qui a réuni les participants de tous les pays du continent ainsi que de plusieurs partenaires au développement de nos pays.

Dans le souci de la pleine participation de la femme à tous les niveaux de la société, toujours en coopération avec l'UNESCO, aura également lieu à Ouagadougou en Janvier 1999, à l'intention de tous les pays d'Afrique, une autre réunion régionale sur le thème «les femmes, la science et la technologie ».

Cette réunion a pour but de préparer la Conférence mondiale sur les sciences au 21<sup>ème</sup> siècle qui aura lieu l'année prochaine.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

C'est avec toutes ces préoccupations de notre gouvernement que ma délégation est venue à cette rencontre où elle espère échanger des points de vue et s'enrichir davantage afin de mener à bien la lourde tâche qu'il a entrepris de développer son enseignement supérieur et de donner à ses populations l'accès à l'héritage intellectuel et culturel de l'humanité.

Cette tâche est certainement très lourde mais incontournable.

C'est pourquoi mon pays tient à féliciter une fois de plus l'UNESCO pour l'organisation de cette conférence.

Je vous remercie.